



Washington tente de briser le BRICS - Le pillage du Brésil commence

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2016

[New Eastern Outlook](#) 24 septembre 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

L'appareil à changer les régimes de Washington a pour le moment réussi à briser un maillon important dans l'alliance des grands pays émergents par un passage en force d'une destitution par le Sénat de la présidente dûment élue, Dilma Rousseff. Le 31 août, son vice-président Michel Temer a prêté serment comme président. Dans son premier discours en tant que président, Temer a cyniquement appelé à un gouvernement de « salut national », en demandant la confiance du peuple brésilien. Il a présenté des plans de réforme et a également signalé son intention de réviser les lois du système de retraite et du travail, et de réduire les dépenses publiques, autant de thèmes chers aux banques de Wall Street, du Fonds Monétaire International et leur Consensus de Washington. Maintenant, après moins de trois semaines en poste, Temer a dévoilé ses plans pour la privatisation en masse des bijoux de la couronne du Brésil, à commencer par le pétrole. Le pillage prévu du Brésil par Wall Street est sur le point de démarrer.

Il est important de garder à l'esprit que la Présidente Rousseff n'a pas été condamnée ni même formellement accusée d'un acte concret de corruption, même si le courant pro-oligarchie des médias du Brésil, dirigé par *O'Globo Group* du milliardaire Roberto Irineu Marinho, a mené une campagne de diffamation, créant les conditions du renversement de Rousseff par une mise en accusation formelle devant le Sénat. Le virage a eu lieu lorsque le parti d'opposition de Temer, le PMDB, a brisé le 29 mars sa coalition avec le Parti des Travailleurs de Rousseff, tandis que des accusations de corruption liées à Petrobras liées étaient lancées contre Rousseff et l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva.

Le 31 Août, 61 sénateurs ont voté pour la destitution, tandis que 20 ont voté contre. La charge formelle était « manipulation du budget de l'Etat » avant les élections de 2014 pour cacher le montant du déficit. Elle nie avec véhémence l'accusation. En effet, le Sénat a publié son propre rapport d'experts qui a conclu qu'il n'y avait « aucune indication d'implication directe ou indirecte de Dilma » dans des manœuvres budgétaires illégales. Selon Associated Press, « des auditeurs indépendants embauchés par le Sénat du Brésil ont déclaré dans un rapport publié lundi que la présidente suspendue Dilma Rousseff n'a pas participé à la comptabilité « créative » dont elle avait été accusée lors de [son procès de mise en accusation](#). » Dans le cadre d'un système honnête l'histoire se serait arrêtée là. Mais pas au Brésil.

En effet, elle a été mise en accusation pour le déclin dramatique de l'économie brésilienne, un déclin délibérément aggravé par des agences de notation de crédit américains tandis que les médias brésiliens et internationaux traditionnels faisaient leurs titres sur les allégations de corruption chez Petrobras. Fait important, le Sénat n'a pas interdit l'ex-

présidente de toute fonction publique pour 8 ans malgré les souhaits de Washington, et elle a promis un retour sur électoral. Temer, commandé par Washington, a jusqu'à la fin de 2018 pour livrer le Brésil à ses maîtres avant [la fin légal](#) de son mandat.

Il faut rappeler que Temer lui-même a été accusé de corruption par les enquêtes sur la compagnie pétrolière d'état Petrobras. Il aurait demandé au chef de l'unité de transport de Petróleo Brasileiro SA de l'époque, en 2012, d'organiser des contributions de campagne illégales au parti de Temer qui menait une campagne soutenu par Washington pour évincer le Parti des Travailleurs de Rousseff. Puis, au mois de juin dernier, quelques jours seulement après sa prise de fonctions en tant que président par intérim, deux des propres ministres nommés par Temer, dont le ministre de la transparence, ont été contraints de démissionner suite aux allégations selon lesquelles ils cherchaient à détourner l'enquête sur la corruption massive chez [Petrobras](#).

L'un des deux, Romero Juca, un très proche allié de Temer, a été enregistré en train de compléter la destitution de Dilma comme un moyen d'arrêter l'enquête sur la corruption Petrobras en cours, tout en indiquant que les militaires du Brésil, les médias, et les tribunaux étaient tous impliqués dans le complot visant la destitution.

En bref, la destitution de Dilma Rousseff et son Parti des Travailleurs après 13 ans de pouvoir au Brésil était une nouvelle forme de Révolution Colorée de Washington, que nous pourrions appeler un coup d'Etat judiciaire par des juges et des membres corrompus du Congrès. Sur les 594 membres du Congrès, selon le quotidien *Globe and Mail of Toronto*, « 318 font l'objet d'une enquête ou ont été accusés » alors que leur victime, la présidente Rousseff, « n'est elle-même accusée d'aucun [délit financier](#). »

Le lendemain du premier vote de mise de mise en accusation à la Chambre basse au mois d'avril, un membre dirigeant du parti PSDP de Temer, le sénateur Aloysio Nunes, s'est rendu à Washington pour une mission organisée par le cabinet de lobbying *Albright Stonebridge Group* de l'ancien secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright. Nunes, en tant que président du Comité des relations étrangères du Sénat brésilien, a maintes fois préconisé que le Brésil se réoriente une fois de plus vers une alliance avec les Etats-Unis et le [Royaume-Uni](#).

Madeline Albright, directrice d'un des principaux *think-tanks* étasuniens, le *Council on Foreign Relations*, est également présidente du principal ONG derrière les « révolutions de couleur » du gouvernement des États-Unis, le *National Democratic Institute* (NDI). Vous ne trouvez rien de louche, là-dedans ? Nunes serait allé à Washington pour rallier un soutien à Temer et au coup d'Etat judiciaire contre [Rousseff](#).

Du côté de Washington, un acteur clé, le bourreau politique *de facto* de Rousseff, était, une fois de plus, le vice-président Joe Biden, le 'Dick Cheney' des sales coups de l'administration Obama.

Le voyage fatidique de Biden au Brésil

En mai 2013, le vice-président Joe Biden a effectué une visite fatidique au Brésil pour rencontrer la présidente Rousseff. En Janvier 2011, Rousseff avait succédé à son mentor du Parti des Travailleurs, Luis Inacio Lula da Silva, ou Lula, qui était limité à deux mandats consécutifs par la Constitution. Biden était allé au Brésil pour parler de pétrole avec le nouveau président. Les relations entre Lula et Washington s'étaient refroidies lorsque Lula a

soutenu l'Iran contre les sanctions américaines et s'est rapproché économiquement de [la Chine](#).

Fin 2007, Petrobras avait découvert ce qui a été estimé comme une gigantesque réserve de pétrole de haute qualité sur le plateau continental maritime brésilien dans le bassin de Santos. Au total, le plateau continental brésilien pourrait contenir plus de 100 milliards de barils de pétrole, ce qui transformerait le pays en une puissance pétrolière et gazière, chose que les géants pétroliers US Exxon et Chevron, [aimeraient contrôler](#).

En 2009, selon une fuite de câbles diplomatiques US publiés par Wikileaks, le consulat américain à Rio a écrit que Exxon et Chevron ont essayé en vain de modifier une loi soutenue par le mentor et prédécesseur de Rousseff au sein du Parti des Travailleurs, le président Luis Inacio Lula da Silva. Cette loi de 2009 fait de Petrobras le chef-opérateur des [blocs pétroliers offshore](#). Washington et les géants pétroliers US ne sont pas du tout heureux de perdre le contrôle sur la plus grande découverte potentielle de pétrole depuis des décennies.

Lula avait non seulement écarté ExxonMobil et Chevron de la position majoritaire en faveur de la Petrobras, mais il a aussi ouvert l'exploration pétrolière brésilienne pour la Chine, qui est depuis 2009 un membre central des pays en voie de développement du BRICS avec le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud.

En Décembre 2010, dans un de ses derniers actes en tant que président, Lula a supervisé la signature d'un accord entre l'entreprise énergétique brésilien-espagnol Repsol et la société Sinopec qui appartient à l'état chinois. Sinopec a formé une coentreprise, Repsol Brasil Sinopec, en investissant plus de \$7,1 milliards dans Repsol Brésil. Déjà en 2005, Lula avait approuvé la formation de *Sinopec International Petroleum Service of Brazil Ltd* dans le cadre d'une nouvelle alliance stratégique entre [la Chine et le Brésil](#).

En 2012, lors d'un forage d'exploration en commun, Repsol Sinopec Brasil, le norvégien Statoil et Petrobras ont fait une nouvelle découverte majeure dans Pão de Açúcar, le troisième dans le bloc BM-C-33, qui comprend Seat et Gávea, ce dernier étant l'un des 10 plus importantes découvertes au monde en 2011. Les grandes compagnies pétrolières étasuniennes et britanniques n'étaient [pas visibles dans les parages](#).

La tâche de Biden était de sonder le successeur de Lula, Rousseff, pour revenir sur l'exclusion des grandes compagnies pétrolières US en faveur des Chinois. Biden a également rencontré quelques unes des principales sociétés d'énergie au Brésil, [y compris Petrobras](#).

Bien que peu a été dit publiquement, Rousseff a refusé de modifier la loi sur le pétrole de 2009 d'une manière qui aurait satisfait Biden, Washington et les compagnies pétrolières US. Quelques jours après la visite de Biden, les révélations de Snowden qui montraient que la NSA et les Etats-Unis avaient également espionné Rousseff et de hauts responsables de Petrobras. Elle était livide et a dénoncé l'administration Obama au mois de septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU pour avoir violé le droit international. Elle a annulé une visite prévue à Washington en signe de protestation. Après cela, les relations entre les Etats-Unis et le Brésil se sont sérieusement dégradées.

Après ses pourparlers de mai 2013 avec Rousseff, Biden lui a clairement donné le baiser de la mort.

Avant la visite de mai 2013 de Biden, Dilma Rousseff avait une cote de popularité de 70%. Moins de deux semaines après le départ de Biden, des manifestations nationales par un groupe très bien organisé appelé *Movimento Passe Livre*, sur une augmentation des tarifs de bus de 10 centimes, ont pratiquement paralysé le pays et [devinrent très violentes](#). Les protestations portaient la marque d'une « révolution de couleur » avec des déstabilisations via les médias sociaux qui semblent suivre Biden partout où il passe. En quelques semaines, la popularité de Rousseff est tombée à 30%.

Washington avait clairement envoyé un signal que Rousseff devait changer de cap ou faire face à de graves problèmes. La machine à changer de régime de Washington, y compris la totalité de sa gamme d'opérations de guerre financières allant d'un audit fuité de PwC sur Petrobras à la dégradation du Brésil par l'agence de notation de crédit Standard & Poors de Wall Street en Septembre 2015, est entrée en action pour éliminer Rousseff, un bailleur de fonds clé de la Nouvelle Banque de Développement du BRICS et d'une stratégie de développement national indépendant pour le Brésil.

La vente des bijoux de la Couronne

L'homme qui a personnellement manœuvré pour s'emparer de la présidence, le corrompu Michel Temer, a travaillé pendant tout ce temps comme informateur pour Washington. Dans les documents publiés par Wikileaks, il a été révélé que Temer était un informateur de renseignement américain depuis au moins 2006, par l'intermédiaire de télégrammes à l'ambassade des États-Unis au Brésil classifiés par l'ambassade comme « sensibles » et « [pour usage officiel seulement](#). »

L'homme de Washington au Brésil, Temer, n'a pas perdu de temps pour apaiser ses parrains de Wall Street. Même en tant que président par intérim en mai, Temer a nommé Henrique Meirelles Ministre des Finances et de la Sécurité sociale. Meirelles, ancien président de la Banque centrale brésilienne et instruit à Harvard, a été président de BankBoston aux États-Unis jusqu'en 1999, et travaillait pour cette banque en 1985 lorsqu'il a été reconnu coupable d'avoir omis de déclarer \$1,2 milliards de transferts de fonds illégaux vers des [banques suisses](#). Meirelles supervise actuellement la vente massive prévue des « bijoux de la couronne » du Brésil aux investisseurs internationaux, un mouvement destiné à diminuer gravement le pouvoir de l'État dans l'économie. Un autre des conseillers économiques clés de Temer est Paulo Leme, ancien économiste du FMI et maintenant Directeur Général des Recherches sur les [Marchés Émergents](#) de Goldman Sachs. Wall Street est centre du pillage économique du Brésil mené par Temer.

Le 13 Septembre, le gouvernement Temer a dévoilé un programme de privatisation massive avec un commentaire cyniquement trompeur, « *Il est clair que le secteur public ne peut pas avancer seul sur ces projets. Nous comptons sur le [secteur privé](#).* » Il a omis de préciser que le secteur privé dont il parlait était celui de ses parrains.

Temer a dévoilé des plans qui aboutiraient à la plus grande privatisation du pays depuis des décennies. Idéalement, le processus doit être achevé d'ici la fin de 2018, juste avant la fin du mandat de Temer. L'influent Conseil des Affaires États-Unis-Brésil a détaillé la liste des privatisations sur son site Internet. Le Conseil des Affaires États-Unis-Brésil a été fondé il y a quarante ans par Citigroup, Monsanto, Coca-Cola, Dow Chemicals et d'autres multinationales US.

Des appel d'offres pour le premier tour des concessions seront émis avant la fin de cette

année. Ils comprendront la privatisation de quatre aéroports et deux terminaux portuaires, tous vendus aux enchères au cours du premier trimestre de 2017. D'autres concessions comprennent cinq autoroutes, une ligne de chemin de fer, des enchères sur de petits blocs de pétrole et ensuite sur les grands blocs d'exploitation pétrolière, principalement au large des côtes. En outre, le gouvernement va vendre des certains actifs actuellement contrôlés par son Département de Recherches Minières plus six distributeurs d'électricité et trois installations de [traitement de l'eau](#).

Le cœur de son projet de privatisation sont, sans surprise, les compagnies pétrolières et gazières de l'Etat très convoitées par Joe Biden ainsi que des pans de la compagnie d'électricité de l'Etat Eletrobrás. Temer prévoit d'obtenir jusqu'à \$24 milliards de cette vente massive. \$11 milliards du total proviendront de la vente de titres clés dans le pétrole et de gaz. Bien sûr, lorsque les actifs de l'Etat tels que les énormes ressources pétrolières et gazières sont vendues à des intérêts étrangers dans ce qui sera à l'évidence une vente au rabais, ils ne peuvent être vendus [qu'une seule fois](#). Le pétrole, le gaz ou des projets d'énergie électrique génèrent un flux de revenus constant qui s'élève à plusieurs fois les gains obtenus par une privatisation. C'est l'économie du Brésil qui sera l'ultime perdant dans cette privatisation. Les banques et les multinationales de Wall Street seront bien sûr, comme prévu, les gagnants.

Du 19 au 21 Septembre, selon le site du Conseil des Affaires Etats-Unis-Brésil, les principaux ministres du gouvernement brésilien pour les infrastructures dont le ministre Moreira Franco ; le Ministre Fernando Bezerra Coelho Filho, ministre des Mines et de l'énergie ; et le ministre Mauricio Quintella Lessa, ministre des Transports, Ports et de l'Aviation civile, seront à New York pour rencontrer des « investisseurs en infrastructure. » de Wall Street.

C'est la méthode de Washington, la méthode des Dieux de l'Argent de Wall Street [Wall Street Gods of Money], pour reprendre le titre d'un de mes livres. Tout d'abord, détruire toute volonté de dirigeants nationaux déterminés à oeuvrer pour un véritable développement national, tels que Dilma Rousseff. Les remplacer par un régime vassal prêt à faire n'importe quoi pour l'argent, y compris vendre les joyaux de la couronne de leur propre pays comme l'ont fait des gens comme Anatoli Tchoubaïs en Russie dans les années 1990 sous la « thérapie de choc » de Boris Eltsine. Comme récompense pour son comportement, Tchoubaïs siège au conseil consultatif de JP MorganChase. Ce que Temer et ses associés obtiendront pour leurs efforts reste encore à découvrir. Washington pour l'instant a brisé un des BRICS qui menaçait son hégémonie mondiale. Si l'histoire récente peut servir de leçon, il est peu probable que cela soit un succès durable.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[Washington Tries to Break BRICS. Rape of Brazil Begins, on Behalf of Wall Street...](#)

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)
Copyright © [F. William Engdahl](#), [New Eastern Outlook](#), 2016

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca